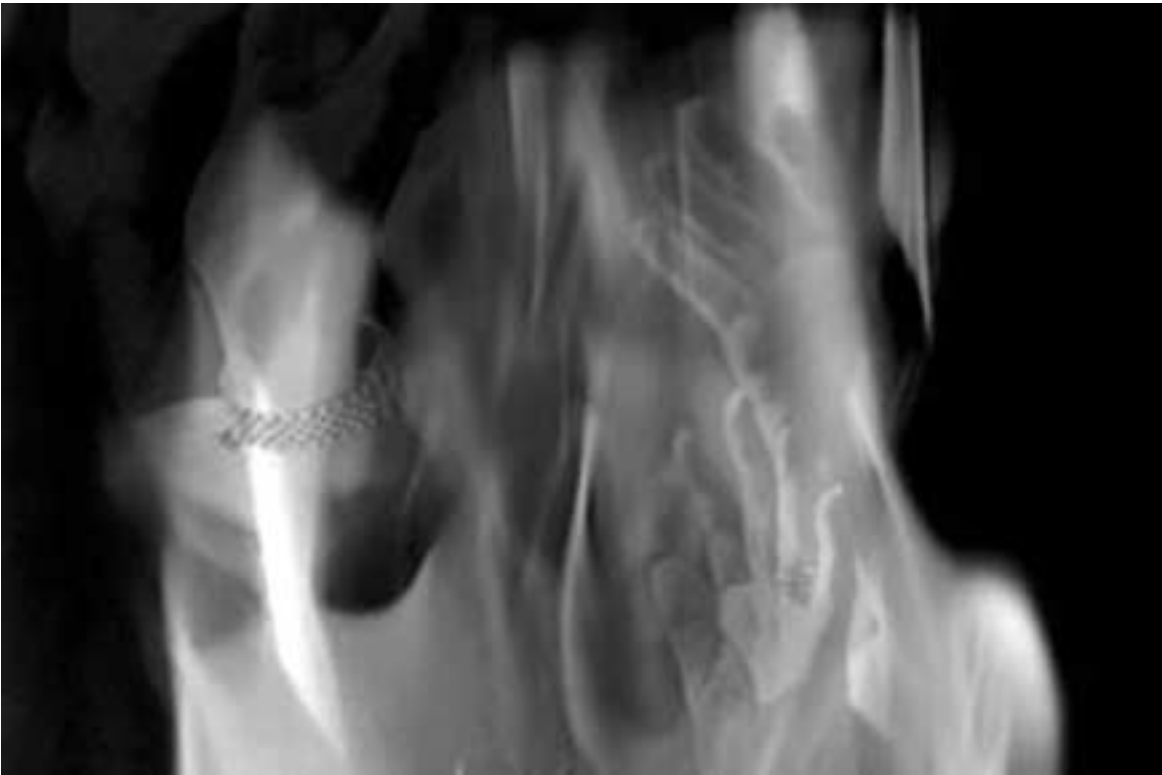


POLITIQUE DES LANGUES

Locuteurs-nés



Trop longtemps, le Luxembourg a attendu les langues de feu de Pentecôte pour régler le problème linguistique du pays.
(image: internet)

Une chose est sûre: il faut réformer la politique linguistique du Luxembourg, pays cosmopolite par excellence. Le gouvernement a décidé d'entrer dans la tour de Babel au risque de s'y perdre.

"Au contraire d'autres pays, le Luxembourg n'a jamais eu de politique linguistique. Heureusement, pourrait-on dire. Les langues y ont foisonné au gré des apports, et ces apports ont fait du Luxembourg un pays prospère, ouvert, riche de sens", écrit Ben Fayot, le président du groupe parlementaire socialiste, dans une tribune libre du "Tageblatt" de ce mercredi 21 mars. Pourtant, dans cet article, Fayot prend position en faveur de la nouvelle politique éducative des langues présentée la semaine dernière par sa camarade de parti Mady Delvaux-Stehres, ministre de l'éducation nationale.

Le plan d'action sur le réajustement de l'enseignement des langues, qui entend s'étaler sur la période 2007-2009, est justement une réponse à l'absence de politique linguistique cohérente dans ce Luxembourg aux allures de tour de Babel. Le plan d'action part du constat que "la situation linguistique est devenue de plus en plus complexe et sensible, notamment en raison d'une immigration toujours plus variée". Il aura tout de même fallu attendre 2007 pour que les services gouvernementaux donnent une réponse concrète à une situation connue de longue date.

La genèse du plan d'action remonte à une motion adoptée par la Chambre des député-e-s en mars 2005 lors du débat de consultation sur les suites à donner aux résultats de l'enquête Pisa de 2003. Deux mois plus tard, un rapport national sur la situation linguistique du pays a été présenté. En visite au Luxembourg en juin 2005, des experts du Conseil de l'Europe ont ainsi pu s'appuyer sur ce texte et rencontrer 150 personnes pour se faire une idée de la situation langagière locale. Cette visite et ces discussions ont donné naissance au "Profil de la politique linguistique éducative du Grand-duché de Luxembourg", qui a par la suite été l'objet d'âpres controverses.

Le coeur du plan d'action se situe indiscutablement au niveau de la réforme de l'enseignement

des langues qui se fonde sur le principe des socles de compétences. Ainsi, le niveau de connaissance d'une langue ne fera plus l'objet de la notation traditionnelle à points dite négative, mais sera fragmenté en quatre à cinq compétences (écouter, lire, parler, écrire et la nouvelle compétence "comprendre") et complété par le Portfolio européen des langues, instrument d'auto-évaluation élaboré par le Conseil de l'Europe. Cette évaluation, qui s'inscrit dans le Cadre européen commun de référence pour les langues, permet ainsi de donner une appréciation subdivisée en trois grands compartiments pour chaque compétence (A1 et A2 pour les connaissances élémentaires, B1 et B2 pour l'utilisateur indépendant et C1 et C2 pour l'expérimenté). Ces niveaux de connaissance définissent les capacités langagières requises pour chaque filière de l'enseignement secondaire et secondaire technique.

Profs en colère

Mais les professeur-e-s de langues restent sceptiques. Selon Jean-Claude Frisch, professeur de français et président de l'Association des professeurs de français du Luxembourg (APFL), ils seraient même carrément en colère. La pomme de discorde réside toutefois davantage dans la forme que dans le fond: "Pourquoi tant de hâte? En pleine période de fin de trimestre, nous devons rendre notre avis sur un plan d'action que nous n'avons pas encore reçu." Les critiques quant au fond ne sont pas nouvelles et visent entre autres le flou des définitions des différentes compétences à atteindre. Aussi déplore-t-il que le ministère ne donne aucune indication aux enseignant-e-s quant à la méthodologie à appliquer. Pour finir, Frisch s'interroge sur la pondération des différentes compétences. Néanmoins, il ne se dit opposé, en principe, ni au système des socles, ni à une remise en cause de la méthode

d'enseignement actuelle, "mais le problème, c'est que l'on ne nous propose aucune alternative cohérente."

Fernand Fehlen, sociologue à l'Université du Luxembourg (UDL), se penche actuellement sur le volet politico-linguistique du plan d'action. Bien que saluant l'initiative, il concède toutefois que "l'on reste sur sa faim". Si la complexité de la situation linguistique au Luxembourg ne fait en effet aucun doute, le plan prend parfois des allures de catalogue de revendications tendant à vouloir satisfaire tout le monde: renforcement de l'apprentissage de l'anglais, mise en évidence du luxembourgeois comme langue nationale, confirmation de l'importance du français et de l'allemand, valorisation des langues maternelles des enfants d'immigré-e-s ainsi que réhabilitation du latin et du grec.

Choose your language

Le plan d'action se décline en effet en 66 "actions", dont l'enseignement par socles de compétences fait partie. "J'aurais préféré que l'on prenne plus en compte la dynamique de l'histoire linguistique luxembourgeoise et qu'on en tire toutes les conséquences", explique Fehlen. Un travail auquel une partie de l'élite intellectuelle du pays se serait longtemps refusé. Deux axes structurent l'argumentation de Fehlen. Tout d'abord, le renouveau de la langue luxembourgeoise, notamment favorisé par l'essor des médias audiovisuels. Ensuite, la "banalisation" du français, qui, de langue de prestige social serait passé à une langue de communication et qui ferait son chemin en tant que langue fédératrice. Et, c'est la maîtrise du français qui forge l'identité nationale luxembourgeoise sans laquelle, affirme Fehlen avec un brin de provocation, "les Luxembourgeois seraient des Allemands qui parlent le platt".

Si le français prend en effet une position de plus en plus dominante, l'anglais n'est pas en reste. Car c'est aussi le marché du travail qui conditionne la pondération des langues. Et à ce niveau, l'allemand est perdant. Seule la fonction publique et le secteur assimilé tiendraient à la trinité "luxembourgeois-français-allemand", qui n'est autre qu'une mesure protectionniste à l'égard des Luxembourgeois-e-s "de souche". Mais il faudra bien qu'un jour le secteur protégé se mette au diapason de la réalité du pays.

Reste à se demander si le caractère "fourre-tout" du plan d'action n'est finalement pas à l'image du pays. Produit politique et sujet aux pressions des tenants-e-s de chaque langue, on pourrait lui reprocher de poursuivre de fausses pistes. Mais il a néanmoins le mérite de lancer une réflexion approfondie sur un sujet trop longtemps laissé en jachère et un facteur d'exclusion sociale. Car seul-e-s les Luxembourgeois-e-s des couches aisées peuvent se passer d'une politique linguistique.

David Wagner

Erneuerbare Energien: Potenzial unterschätzt

Für Eurosoaor und die Association pour la propagation de l'énergie renouvelable steht fest: Die von Wirtschaftsminister Krecké im Vorfeld des EU-Klimagipfels ins Gespräch gebrachte Zielmarke von acht Prozent Anteil an erneuerbarer Energie ist für Luxemburg zu kurz gegriffen. Eine von Wirtschafts- und Umweltministerium durchgeführte Studie habe gezeigt, dass zwischen dem als realisierbar eingeschätzten und dem technisch möglichen Potenzial eine weite Lücke klafft. Ob und wie das technisch mögliche Potenzial ausgeschöpft werde, liege nicht zuletzt am bislang fehlenden klaren gesetzlichen Rahmen und entsprechenden verbindlichen Zielen. Eindringliches Beispiel: Die Fotovoltaik, deren Aufschwung durch die Abschaffung der auf 20 Jahre garantierten Einspeisevergütung Ende 2004 zum Erliegen gebracht wurde. Die beiden Organisationen schlagen stattdessen eine Neuauflage dieser Subventionierung vor, die im Jahre 2027 zu einer maximalen Belastung von 0,84 Euro pro Einwohner und Monat führen würde - ein Betrag der auf der Stromrechnung kaum auffallen würde. Bis dahin, so schätzen die Protagonisten, werden sich die Kosten für Fotovoltaik-Anlagen soweit verringert haben, dass die Subventionierung kontinuierlich abgebaut werden kann.

Un succès en demi-teinte

Le projet pilote pour le cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique (EST), dénommé Proci, et initié en 2002 par la ministre libérale Anne Brasseur, visait à améliorer les performances des élèves les plus faibles. Cet objectif a été atteint ... mais pour les plus doués. C'est une des conclusions qui ressort de la présentation ce mercredi du rapport d'évaluation qui décortique l'évolution de la cohorte d'élèves qui a intégré la classe de 7e de l'EST en 2003 jusqu'à la 10e cette année. Ce rapport qui se voulait final, mais qui en fin de compte ne l'est pas, étant donné que l'évaluation ignore les deux derniers trimestres, est d'ailleurs loin d'être complet. C'est ce qu'a indiqué le professeur en psychologie Pierre Fixmer de l'université du Luxembourg dans une note interne rendue publique. Mais d'après les réponses aux questionnaires adressés aux parents et aux enseignant-e-s, les résultats du projet seraient globalement satisfaisants. Reste à savoir en quelle mesure ces résultats peuvent être évalués, étant donné que chaque établissement impliqué a son propre plan de développement scolaire.



Vive l'an 7!

Quel jour sommes-nous? C'est la question qui nous taraude depuis que le député Aly Jaerling a appris par coeur les mois du traditionnel "Bauerekalenner". Malheureusement, le député indépendant a fait des émules auprès de certains woxxies. Tel notre rédacteur israélophile, qui, conformément au calendrier hébreux, se situe déjà en 5767, le 4 du mois de Nissan, pour être précis. Ce à quoi une rédactrice, ancienne étudiante en farsi, tente de le convaincre de la primauté du calendrier perse: par conséquent, nous sommes le 3 Farvardin 1386. La rédaction a frôlé le conflit armé. Tout semble rentré dans l'ordre lorsqu'un autre rédacteur qui, après avoir été charmé lors d'un voyage de presse en Chine, vient d'entamer des cours de mandarin, ne jure désormais que par l'avènement de l'empereur Huangdi et nous situe en 4705. "Foutaises de chouans!", aux yeux de notre Français de service qui tranche le débat comme la louisette: seul compterait le calendrier de LA Révolution, nous sommes donc le jour de l'asperge, en Germinal de l'an 215. C'est finalement le rédacteur eschois qui nous a tous mis d'accord, en nous proposant d'utiliser le calendrier non moins révolutionnaire de la métropole du fer. Le décompte des années y commencerait en effet en 2000, l'année de la chute d'Ady Jung le Terrible. Va pour l'an 7!